

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 7 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le sept avril à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : FAURE Cécile donne procuration à ROCHE Eliette, DURIEU Joël donne procuration à GAILLARD Pascal, SAUGET Elisabeth donne procuration à DAUMAS Jacques, VERNEDE Corinne donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, LEYNAUD Michel donne procuration à LOYET André, MARRON Corentin donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, TEYSSIER Nicolas donne procuration à HADDAD Catherine, JOLY Delphine donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, ARMAND Michel donne procuration à BOYER Alain, ROUX Patricia donne procuration à PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé donne procuration à GUIBERT Alexandra

Absent : KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°2025-046

31 mars 2025

OBJET : Travaux d'extension des abattoirs - Demande de subventions au Département et à la Région

Transmis au
représentant de l'Etat le :

Affiché le :

Notifié le :

09 AVR. 2025

09 AVR. 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n°36 du 17 décembre 2024 approuvant le projet d'extension des abattoirs ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre aux normes les locaux des abattoirs dédiés aux personnels de la Direction Départementale de la Sécurité Publique, et ainsi de restructurer et de créer une extension du bâtiment existant,

Considérant que les abattoirs d'Aubenas représentent un véritable atout économique sur le territoire en raison notamment de la fermeture définitive des abattoirs de Privas et de l'avenir incertain de l'abattoir d'Alès en attente d'un agrément,

Considérant que les Abattoirs municipaux d'Aubenas participent largement à l'économie circulaire, et sont l'un des derniers abattoirs du département et du sud de la Région ;

Considérant l'évaluation des travaux pour un montant estimatif hors taxe 377 620 €,

Considérant que ces travaux sont éligibles à des subventions du Département de l'Ardèche et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes au titre du soutien à la vie économique,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter l'aide du Département et de la Région selon le plan de financement ci-dessous :


PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL		Date d'actualisation : 20/03/2025
Collectivité / objet : Travaux d'extension des abattoirs		
DÉPENSES	Nature (taux)	Montant HT
Etudes	Maître d'œuvre, études géotechnique, contrôleur technique, CSPS	46 620,00 €
Travaux	Fournitures et main d'œuvre	331 000,00 €
TOTAL DÉPENSES		377 620,00 €
RECETTES (*)	Nature (taux)	Montant HT
Aides publiques		
Union Européenne		- €
DETR / DSIL Ardèche	40%	151 048,00 €
Département de l'Ardèche	20%	75 524 €
Conseil Régional AURA	20%	75 524 €
Sous-total Aides publiques		302 096 €

Autres recettes (y compris aides privées)		
Part demandeur (20% minimum)		
Fonds propres Ville d'Aubenas	20%	75 524 €
Emprunt		- €
Autre (précisez)		- €
Sous-total Part demandeur		75 524 €
TOTAL RECETTES		377 620,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès du Département et de la Région pour les montants indiqués ci-dessus.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)</p>
---	---